

Editors

IOAN
STANOMIR

CRISTINA
MANOLACHE

ANAMARIA ELENA
GHEORGHE

Table of contents

Acknowledgments / 9

Editor's Note / 11

Foreword / 13

Abbreviations

Challenges of Transition: The Post-Communist Experience(s)

THEORIES ON TRANSITION AND PROCESSES OF
DEMOCRATIZATION
vol. 1

Foreword by RADU CARP

Vers la définition des programmes des Gouvernements (Irina (Bujaci) Loucan) / 19

La transition vers la décentralisation de l'état Roumain (Andra Karla Sienerth) / 29

Regional Governance and Policy in Transition Countries. A Comparative Analysis of the Polish and Romanian Cases (Petre Prisecaru) / 37

Satisfaction Regarding the Changes Brought on by Transition - A Comparative Study Among the CEE Countries after the First Decade of Transition (Balázs Telegdy) / 53

Le désenchantement postcommuniste en Europe Centrale et Orientale: Elements pour un diagnostic (Philippe Claret) / 61

After Consolidation: The Post-Communist Democratic Deficits (Stéphan Dranokoupit) / 77

INSTITUTUL EUROPEAN

2014

Table of contents

Acknowledgments / 9

Editor's Note / 11

Foreword / 13

Abbreviations List / 15

THEORIES ON TRANSITION AND PROCESSES OF DEMOCRATIZATION

Vers la définition des fonctions de l'état. L'analyse des discours sur les programmes des Gouvernements (Irina (Bujder) Lonean) / 19

La transition vers la décentralisation de l'état Roumain (Andra Karla Sienerth) / 29

Regional Governance and Policy in Transition Countries. A Comparative Analysis of the Polish and Romanian Cases (Petre Prisecaru) / 37

Satisfaction Regarding the Changes Brought on by Transition – A Comparative Study Among the CEE Countries after the First Decade of Transition (Balázs Telegdy) / 53

Le désenchantement postcommuniste en Europe Centrale et Orientale: Elements pour un diagnostic (Philippe Claret) / 61

After Consolidation: The Czech Republic and Its Democratic Deficits (Štěpán Drahokoupil) / 77

The Democratic Deficit: From the Revolution of Timișoara to the Proclamation of Timișoara (Lucian-Vasile Szabo) / 85

Dysfunctions of Power Strategies or Why Did Collapse Replace Reform. The Romanian Case (Laura Andreea Codreanu) / 95

Le système des partis politiques en Roumanie depuis les élections législatives de 2008 (Cosmin-Ștefan Dogaru) / 103

Legitimizing Gender Quotas: A Case Study from Romania (Nicoleta-Elena Apostol) / 113

The Polarization of Mass Media in Romania after the EU Accession (Ionică Daniel) / 123

Selective bibliography / 133

REFORMS IN THE LEGAL SYSTEM AND HUMAN RIGHTS

A European Model of Constitutional Courts' Design (Cristina Manolache) / 141

Protection of Human Rights in the Countries in Transition (Marijana Mojsilović) / 151

The Concept of Human Rights in Post-Communist Medical Ethics (Iryna Bushman) / 159

Selective bibliography / 163

ELITES, MINORITY AND MIGRATION

The Role of Political Elites in the Democratic Consolidation of Post-Communist Romania (Ciprian Iftimoaei) / 167

L'émergence des elites politiques locales postcommunistes. Etude de cas: la commune Ceptura (1989-1992) (Emilia [Clucerescu] Tănase) / 179

The Rise of New Local Political Elite in Post-Communist Romania. Râmnicu Vâlcea Municipality (1990-1996) (Mihaela [Ruxanda] Albu) / 189

The Phenomenon of Migration in Italy (Sabin Drăgulin) / 199

The Institutional and Legislative Accommodation of National Minorities in Federal and Unitary Systems: A Comparison between Romania and Canada (Sabrina Sotiriu) / 211

Selective bibliography / 221

PUBLIC POLICIES

The European Union as A Key Factor in Transforming Romanian Agriculture after 1989 (Cornel Micu) / 227

The Influence of Communist Bottlenecks on Good Governance Assessments of Disaster Risk Reduction Policies in Post-Communist Romania (Laura-Mădălina [Lixandru] Spătaru) / 237

A Situationist Theoretical Approach to Housing and Residential Building Design: Universtiy Colony in New Belgrade's Block 32 (Anđelka Ćirović) / 249

Selective bibliography / 261

VIEWS ON ECONOMICS

Labour Market Trends in the Aftermath of the Socialist Regime in Central-Eastern European Countries – Have the Differences Further Increased Due to the Crisis? (Katalin Lipták) / 265

World Systems Versus Qualitative Comparative Analysis of Transition. Explaining Explanatory Variables (Péter Bózsó) / 275

Corporate Governance in Transition Economies of Central and Eastern Europe (Danka Dolović) / 285

Globalization and the Crisis of the Welfare State (Ioana [Cristea] Drăgulin) / 295

How Has Poverty Been Related to Economic Growth in Transitional Countries?
(Eszter Siposne Nandori) / 305

A Spatial Econometric Analysis of the Brownfield Lands in Hungary (Eszter
Siposne Nandori, Borbala Sallai) / 315

Selective bibliography / 323

THE DYNAMICS OF INTERNATIONAL RELATIONS AND REGIONAL STUDIES

Romanian Foreign Policy Between 2001-2012. The Disenchantment of the
Occident? (Cătălin Secăreanu) / 329

The National Security Strategy as a Presidential Instrument of Foreign Policy
(Valentin-Gabriel Budău) / 337

Interaction between Memory and the Foreign Policy-Making Process. A Case
Study of Romania's Foreign Policy towards Russian Federation (Armen
Hovhannisyan) / 347

Processes of Integration in the South Caucasus: Are they Possible? (Babken
Matevosyan) / 361

L'union Européenne dans L'Azerbaïdjan – Puissance normative et intérêts
géostratégiques (Iulia Sorescu) / 369

Security and Counter-Terrorism in Central Asia in the Aftermath of the War on
Terror (Anamaria Elena Gheorghe) / 381

Picturing the Postindustrial-Agrarian States. The Indian Example (Silviu Petre) / 393

Selective bibliography / 405

Contributors / 409

Vers la définition des fonctions de l'état. L'analyse des discours sur les programmes des Gouvernements

Irina (BUJDER) LONEAN

Abstract : *Parmi les pays postcommunistes de l'Europe Centrale, la Roumanie fut le cas de la plus lente et difficile de la réforme de l'État. Des débats vifs sur le rôle de l'État dans l'économie et dans la société sont portés depuis 1990. En considérant tous les facteurs : organisations internationales, la démarche de légitimation, les intérêts des élites politiques et les idées des élites politiques, nous formulons l'hypothèse que les élites politiques postcommunistes ont joué le rôle de sélection des choix des politiques possibles et d'emprunt des modèles disponibles. La recherche nous amène à la conclusion que le discours et les décisions des représentants des partis politiques sont déterminantes pour les décisions politiques et que le rôle des élites est subsumé au rôle des partis.*

Mots clés : *réforme de l'État, fonctions de l'État, élites politiques, partis politiques, discours.*

Introduction

Les réformes de la relation de l'État avec l'économie et la société ont supposé deux genres distincts des politiques publiques mises en œuvre. Premièrement, la reconfiguration de la relation entre l'État et l'économie a inclus la limitation du rôle de l'État. Dans le domaine des relations État-économie, il faudrait changer l'approche des actions de l'État : il faudrait remplacer l'intervention directe dans l'économie avec une intervention indirecte, basée sur la mise en place des règles nécessaires pour le

développement de l'économie de marché.¹ Deuxièmement, pour le fonctionnement de l'économie de marché, le retrait de l'État ne suffit pas. Il faudrait que l'État prenne des mesures, il faudrait accorder des facilités, « d'appui financier, informationnel et organisationnel pour les acteurs émergents du marché. »² En outre, dans la relation entre l'État et la société, l'État devrait répondre aux risques inexistants pendant le communisme, notamment le chômage. Il faudrait aussi que l'État réorganise les systèmes d'assurances sociales et d'assistance sociale.³

Notre objectif est d'identifier la participation des élites politiques dans les décisions qui portent sur les fonctions de l'État et d'expliquer comment cette participation produit des effets politiques. Deux autres types d'acteurs ont été considérés dominants dans les études des politiques de privatisation et dans les politiques sociales postcommunistes : les partis⁴ et les organisations internationales.⁵ Ainsi, en considérant tous les quatre facteurs : organisations internationales, la démarche de légitimation, les intérêts des élites politiques et les idées des élites politiques, nous formulons notre hypothèse. L'hypothèse est que les élites politiques postcommunistes ont joué le rôle de sélection des choix des politiques possibles et d'emprunt des modèles disponibles.

Ce que l'État prend en charge à faire pour la société, les fonctions de l'État sont déterminés par ce que les élites politiques et administratives assument à faire pour la société dans le cadre institutionnel de l'État. De notre point de vue constructiviste, cette prise en charge est premièrement, mais pas entièrement, visible dans les discours. De point de vue législatif, les réformes de

¹ Jon Elster, Claus Offe, Ulrich Preuss, *Institutional Design in Post-Communist Societies. Rebuilding the Ship at Sea*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 157.

² *Ibidem*.

³ *Ibidem*, pp. 157-162.

⁴ En ce qui concerne les partis politiques, Daniel-Louis Seiler identifie, dans l'Europe Centrale un clivage entre les ultralibéraux et les partisans de l'économie sociale. Ce clivage est construit sur la base d'un conflit entre maximalistes et les minimalistes. Les maximalistes sont les promoteurs des réformes économiques rapides et amples, quelques soient leurs conséquences sociales, tandis que les minimalistes défendent des acquis sociaux et des réformes économiques plus lentes et limitée, sans risque social. Daniel-Louis Seiler, „Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ?”, in Jean-Michel De Waelle (ed.), *Partis politiques et démocraties en Europe centrale et orientale*, Edition de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2002, pp. 131-136.

⁵ Au-delà de l'action des partis politiques, deux organisations internationales ont joué de manière essentielle dans la configuration des rôles de l'État et de l'État - providence de l'Europe postcommuniste : le Fond Monétaire International (FMI), qui a promu l'idéologie néolibérale, d'un côté, et l'Union européenne, qui est le plus influent acteur international dans la région, de l'autre côté. Julia Leopold, „The Role of International Organisations in Central and Eastern Europe”, in *Transition Studies Review*, Vol. 13, no. 2, 2006, pp. 311-316.

Respect pentru oameni și cărți

l'État ont été « un processus gigantesque d'essai et d'erreur »⁶. Par conséquent, il faut trouver des débats porteurs, qui ont la vocation de synthétiser et de systématiser les discours des élites politiques sur les questions clés *par rapport à la réforme et aux rôles de l'État*. Les débats qui constituent le corpus des discours analysés doivent satisfaire deux conditions : porter sur les fonctions prioritaires de l'État, permettre au chercheur de saisir les positions partisanses et le comportement des élites politiques. Nous avons choisi alors d'étudier les débats parlementaires à l'occasion des investitures des gouvernements⁷.

L'influence des discours sur les politiques publiques

Le rôle de l'état dans la réforme économique

Le domaine ciblé par la plupart des discours sur les reconfigurations du rôle de l'État dans la société est le domaine de l'économie. La constante discursive est le retrait de l'État de l'économie pour la construction d'une économie de marché. Il n'y a que cinq discours au début des années '90 qui plaident pour le maintien de l'intervention de l'État dans l'économie. Néanmoins, depuis 1990 les débats portent sur le rythme de la réforme, les limites du retrait de l'État, les outils de la privatisation et l'utilisation des bénéfices de ce processus, la fonction de l'État de régler les déséquilibres du marché et les instruments de cette intervention pour encourager la concurrence sur le marché. La libéralisation du marché, la libéralisation des prix, les subventions d'État, l'allocation des crédits, la libéralisation du marché de travail et des négociations des salaires, la privatisation des entreprises d'État⁸ sont les mesures qui font le sujet de la plupart des discours et sur lesquelles les positions politiques sont définies. Nous pouvons analyser les différentes positions sur la réforme économique en suivant les discours sur ces six politiques.

⁶ Jon Elster, Claus Offe, Ulrich Preuss, *op. cit.*, p. 187.

⁷ Le corpus inclut les débats à l'occasion de l'investissement de dix cabinets : les gouvernements de transition du Front du Salut National entre 1990 et 1992 : le cabinet Petre Roman, le gouvernement du Front Démocratique de Salut National (Parti de la Démocratie Sociale de la Roumanie depuis 1993) de Nicolae Văcaroiu ; le gouvernement d'alliance dominé par la Convention Démocratique de la Roumanie de Victor Ciorbea, de Radu Vasile et de Mugur Isărescu ; le gouvernement du Parti de la Démocratie Sociale de la Roumanie (puis le Parti Social Démocrate) de Adrian Năstase ; le gouvernement d'alliance dominé par l'alliance Justice et Vérité (Parti National Libéral et Parti Démocrate) de Călin Popescu Tăriceanu et le deuxième cabinet Tăriceanu du Parti National Libéral et UDMR ; les deux gouvernements l'alliances dominés par le Parti Démocrate Liberal d'Emil Boc.

⁸ Jon Elster, Claus Offe, Ulrich Preuss, *op. cit.*, pp. 161-181.

Au-delà de leur caractère politique, incontestable et fondamental pour notre recherche, auquel nous reviendrons, tous ces débats sont la manifestation d'un « paradoxe orthodoxe » de la transition économique⁹. Aucun procès de privatisation et de construction de l'économie de marché, de retrait de l'État, ne peut pas se dérouler sans l'intervention de l'État. De la sorte, malgré le fait que les décisions de retarder les réformes économiques puissent être expliquées en tant que manifestation des intérêts particuliers des élites politiques héritières pendant les années '90¹⁰, et bien que ces décisions aient eu parfois des effets désastreux pour l'économie roumaine, toutes les positions sur le rôle de l'État dans la réforme économique sont légitimées d'un rationnement idéologique justifié par un appel à l'intérêt général. Notre recherche regarde tous les discours dans cette clé de lecture : la clarification des positions politiques doctrinaires.

Premièrement, la libéralisation du marché est le seul sujet qui ne fait pas débat. D'ailleurs, les principales politiques pour l'ouverture de l'accès sur le marché sont entamées dans la première législature, avant 1992. Sept discours sur 24 en tout, à la fois des discours du pouvoir et de l'opposition, soutiennent la libéralisation du marché dans le débat de 1992. Peu de domaines « stratégiques »¹¹ restent strictement réglementés (l'énergie, transport sur le chemin de fer, les télécommunications, la poste)¹². Le retard de leur libéralisation est expliqué, dans les débats, par le fait qu'ils sont des monopoles naturels¹³ opérés par l'État, donc la libéralisation de ces marchés particuliers est mise en connexion avec le processus de privatisation¹⁴. L'argument est présent dans un tiers des discours qui portent sur des sujets économiques entre 1990 et 2004. Par contre, les barrières douanières sont maintenues pour protéger l'économie de marché autochtone émergente, en tant qu'aide de l'État pour les

⁹ *Ibidem*, p. 160.

¹⁰ Irina Culic, *Câștigătorii: Elita politică și democratizare în România, 1989-2000*, Limes, Cluj-Napoca, 2002.

¹¹ Selon leur caractérisation dans plusieurs discours.

¹² *Rapport régulier de la Commission sur le progrès accompli par la Roumanie sur la voie de l'adhésion*, 1998, disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/enlargement/archives/romania/key_documents_en.htm [Consulté le 13.02.2013].

¹³ Elionor Ostrom, *Guvernarea bunurilor comune*, Polirom, Bucarest, 2007, pp. 16-34.

¹⁴ John S. Earle, Álmos Telegdy, „The Results of 'Mass Privatization' in Romania: A First Empirical Study”, *Economics in Transition*, Vol. 6, no. 2, 1998, pp. 313-32. Roman Frydman, Andrzej Rapaczynski, *Privatisation in Eastern Europe: is the State Witherin Away?*, Central European University Press, Budapest, 1994. Dragoș Negrescu, „Un deceniu de privatizare în România”, în Christof Ruehl, Daniel Dăianu (coord.), *Tranziția economică în România. Trecut, prezent și viitor*, La Banque Mondiale et Centrul Român de Politici Economice, 1999.

entreprises privées roumaines¹⁵, argument présent dans neuf discours des membres du FDSN/PDSR, PNPCD, PNL, PUNR dans la période 1992-1998. Cependant, tous ces obstacles pour entrer et opérer sur le marché roumain ont été abandonnés pendant les négociations en vue d'adhésion à l'Union européenne¹⁶. Et encore une fois, la politique de libéralisation totale de tous les marchés n'est pas sujet des désaccords politiques, car l'objectif de l'adhésion à l'Union européenne est unanimement adopté par les forces politiques.

Deuxièmement, la libéralisation des prix, les subventions d'État (pour la production ou pour la consommation) et la privatisation sont les sujets les plus présents dans les débats parlementaires dans le domaine de la réforme économique. Pratiquement il n'y a pas de discours concentré sur des problèmes économiques qui ne touche pas à ces questions, qui sont toujours regardées comme une seule grande problématique sur le retrait de l'État de l'économie. Troisièmement, la libéralisation du marché de travail et des négociations des salaires est vue comme un problème plutôt social qu'économique. Toutefois, il est directement lié à la privatisation et aux subventions d'État pour la production industrielle, car l'État montre un intérêt pour le contrôle des règles du travail, y compris des salaires, quand il est le propriétaire et/ou quand il soutient financièrement la production¹⁷.

Dans les années '90, jusqu'à l'investiture du gouvernement Radu Vasile en 1998, les partis roumains sont divisés entre les maximalistes et les minimalistes de la réforme¹⁸. Toutefois, leur désaccord n'est pas sur la réforme même et son contenu, mais sur la vitesse de la réforme et les précautions sociales qu'il faut prendre avant et pendant les privatisations et libéralisations des prix¹⁹. Ni le PDSR et ni même le PGR et le PUNR ne contestent pas la légitimité et la nécessité de la privatisation des grandes entreprises d'État ou le besoin de l'État de diminuer les subventions pour limiter ses dépenses et pour renforcer le marché libre. Néanmoins, ils contestent des mesures rapides avec des coûts sociaux élevés. Si pendant des débats d'investiture des gouvernements des années 2000 la privatisation continue d'être un sujet important dans les discours des élites parlementaires, c'est l'indice que les minimalistes ont

¹⁵ Dragoș Negrescu, *op. cit.*

¹⁶ *Ibidem.*

¹⁷ Roman Frydman, Cheryl W. Gray, Marek Hessel, Andrzej Rapaczynski, „When Does Privatization Work? The Impact of Private Ownership on Corporate Performance in Transition Economies”, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114, no. 4, 1999, pp. 1153-1191.

¹⁸ Daniel-Louis Seiler, *op. cit.*, pp. 131-136.

¹⁹ Christophe Chatelot, „Les Multiples Vitesses de l'économie Roumaine” dans (en) N. Pelissier, A. Marrie, F. Despres (eds.), *La Roumanie Contemporaine. Approches de la « transition »*, L'Harmattan, Paris, 1996, pp. 77-85.

dominé la décision politique pendant la transition. En outre, les rapports sur l'état de l'économie et des politiques économiques roumaines confirment cette conclusion²⁰. En regardant les débats, le rapport des forces est évident. Même quand ils sont au pouvoir, entre 1996 et 2000 les maximalistes ne parviennent pas à argumenter et à répondre aux soucis des minimalistes. Ils essaient même de renverser l'argument minimaliste, en montrant que le retrait de l'État de l'économie détermine d'une manière mécanique des coûts sociaux, car il est équivalent avec le retrait de l'État de la gestion des risques sociaux. Un processus lent de privatisation signifie une longue transition économique et sociale, avec les mêmes coûts pendant une période plus longue. Les minimalistes présentent dans une logique simple, mais convaincante et séduisante, la dynamique entre les réformes rapides et les désastres sociaux et économiques inhérents à une telle politique précipitée. Alors, bien que les discours des minimalistes soient dominés par le nombre des discours des maximalistes (14 discours sur 67 en tout entre 1996 et 2000), les temps de la parole ne sont pas aussi déséquilibrés. Les représentants du PDSR ont des interventions longues et élaborées qui dominent parfois, du point de vue de l'argumentation, les discours des parlementaires de la CDR (dans la plupart des cas, le porte-parole de la CDR fut un membre du PNPCD), du PNL, du PD et du PDSR.

Ensuite, parce que la libéralisation des prix et l'élimination des subventions d'État sont strictement réglementées par l'Union européenne, donc leur réalisation reste hors les débats depuis le début des années 2000. Cependant, la privatisation est un processus qui continue dans la deuxième décennie postcommuniste. Dans cette période, les maximalistes se redéfinissent en tant que partis politiques de droite, les minimalistes en tant que partis politiques de gauche. La distinction et le processus de transformation et modernisation des visions politiques sont plus complexes qu'une simple succession. Toutefois, la succession est très présente dans les discours, elle-même un processus discursivement construit, car les parlementaires qui prennent la parole font souvent des références aux discours et déclarations des années '90 : la plupart des discours dans les débats de 2000 et environ un tiers dans les débats de 2004, 2007 et 2008. De la sorte, le lien entre les partis des années 2000 et les approches minimalistes et maximalistes des années '90 est, discursivement, plus important que ne le présente les analyses des programmes des partis²¹. De la même façon, la droite et la gauche sont construites dans les

²⁰ *Rapports régulier de la Commission sur le progrès accompli par la Roumanie sur la voie de l'adhésion, 2000-2005*, disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/enlargement/archives/romania/key_documents_en.htm [Consulté le 13.02.2013].

²¹ Seiler, Preda et Soare estiment qu'après 1996 ce clivage disparaît. Daniel-Louis Seiler, *op. cit.*, pp. 131-136. Cristian Preda, Sorina Soare, „Roumanie”, dans Jean Michel De

Respect pentru oameni și cărți

discours par rapport aux positions politiques soutenues par les partis et leurs représentants. Plus d'un tiers des membres du Parlement qui parlent pendant les débats à l'investiture des gouvernements entre 2000 et 2009 (pendant cinq débats) utilisent « la droite » et « la gauche » pour s'auto-définir dans leurs discours.

Les formules de solidarité : la question de l'état providence

Selon Elster, Offe, Preuss et leurs coauteurs, l'État providence est un secteur d'action de l'État qui n'a pas dû se réinventer après le communisme²². Néanmoins, il a dû changer quand l'économie a changé et les tâches de l'État pour assurer le bien-être des citoyens ont été transformées. Des risques qui n'existaient pas pendant le communisme devrait être assuré : le chômage, le développement des politiques actives d'emploi, l'établissement et l'imposition d'un salaire minimum pour toutes les entreprises : privé ou d'État. De plus, le dialogue social et le principe de l'égalité des chances et des principes et politiques contre la discrimination participent au développement des nouvelles politiques sociales²³.

L'interdépendance entre les desseins institutionnels et l'intention des élites, déterminés par des facteurs internes ou par l'influence extérieure de l'Union européenne, d'une part, et les résultats des politiques sociales, les conditions socio-économiques du pays, d'autre part²⁴ sont des facteurs d'influence pour la réforme de l'État providence. Les options de réforme au début des années '90 incluent (1) une combinaison entre les assurances sociales publiques et privées et/ou l'organisation des assurances sociales publiques d'une manière compétitive, (2) la réduction de l'effet de redistribution de l'intervention de l'État, (3) une distinction nette entre les assurances sociales et les autres types des bénéfices sociaux, l'aide/assistance sociale (selon un model occidental), (4) la diminution du rôle de l'entreprise dans les politiques

Waelle, Paul Magnette (eds.), *Les démocraties européennes. Une approche comparée des systèmes politiques nationaux*, Armand Colin, Paris, 2008, p. 346.

²² Jon Elster, Claus Offe, Ulrich Preuss, *op. cit.*, p. 206.

²³ Marian Preda, *Politica socială românească între sărăcie și globalizare*, Polirom, Iași, 2002. Georgeta Ghebreă, *De la sărăcie la bunăstare și înapoi? : reforma statului bunăstării în anii '90*, Editura Universității din București, Bucarest, 2010.

²⁴ Jolanta Aidukaite, „Old welfare state theories and new welfare regimes in eastern Europe: challenges or implications”, in *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 42, 2009, pp. 23-39. Alfio Cerami et Pieter Vanhuysse (eds), *Post-Communist Welfare Pathways: Theorizing Social Policy Transformations in Central and Eastern Europe*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2009.

sociales²⁵, (5) la décentralisation²⁶. Ainsi, le régime de l'État providence postcommuniste se caractérise par « la suprématie du système d'assurance sociale, une couverture élevée, mais des niveaux de prestations relativement faibles et l'identification des systèmes de sécurité sociale avec l'expérience du passé soviétique »²⁷. En outre, une attention élevée doit être accordée aux politiques de gestion du chômage, risque nouveau dans le postcommuniste, inconnu pour les systèmes sociaux du type soviétique. Ainsi, si la nécessité d'une politique sociale complexe n'est contestée par aucune force politique parlementaire, les moyens pour construire l'État providence postcommuniste sont longtemps disputés.

Nous pouvons analyser les différentes positions sur la réforme de l'État providence roumain²⁸ en suivant les sept piliers de l'État providence à Esping-Andersen : (1) l'enseignement général obligatoire gratuit, (2) la santé publique, (3) des allocations pour les familles et pour les enfants, (4) la sécurité sociale, (5) le logement social assuré par l'État, (6) l'impôt progressif et (7) le dialogue social et la régulation du marché du travail²⁹.

Premièrement, l'enseignement général obligatoire gratuit et la sécurité sociale (notamment les pensions) et les allocations pour les enfants sont des sujets omniprésents dans les débats parlementaires à l'occasion de l'investiture des gouvernements postcommunistes. Plus de deux tiers des discours analysés mentionnent les trois questions. Le rôle de l'État dans ces domaines n'est contesté par aucun parti politique. Et c'est seulement en 2009, quand le deuxième gouvernement Boc vient au Parlement, qu'une idée de réforme du système des pensions est prise en discussion. Emil Boc est le premier qui ne fait pas appel à l'intervention de l'État et à une redistribution entre les secteurs budgétaires pour augmenter les allocations sociales, mais à une plus grande solidarité entre les citoyens.

Deuxièmement, la santé publique devient un sujet important dans les discours sur l'État dans les années 2000, après la réforme du système de santé publique et la création de l'Agence Nationale d'Assurance Maladie en 1999. La séparation institutionnelle de l'Agence d'assurance maladie et du Ministère de la Santé Publique est une politique qui diminue le rôle direct de l'État. Cependant, pendant la dernière décennie les discours parlementaires portent plutôt sur la capacité institutionnelle d'assurer les services de soin de la santé au niveau de qualité supérieure. L'organisation institutionnelle devient elle-même

²⁵ Jon Elster, Claus Offe, Ulrich Preuss, *op. cit.*, pp. 206-208.

²⁶ Marian Preda, *op. cit.*, Georgeta Ghebrea, *op. cit.*

²⁷ Jolanta Aidukaite, „Welfare reforms...”, *op. cit.*, p. 217.

²⁸ Marian Preda, *op. cit.*, Georgeta Ghebrea, *op. cit.*

²⁹ Gøsta Esping-Andersen, *The Social Foundations of Postindustrial Economies*, Oxford University Press, 1999, p. 43.

Respect pentru oameni și cărți

un sujet de débat seulement dans le contexte de la crise économique, dans les discours d'Emil Boc.

Le logement social assuré par l'État et les allocations pour les familles, tout comme des bénéficiaires supplémentaires dans le système d'éducation pour les enfants (des ordinateurs, des allocations supplémentaires, des produits alimentaires pour les élèves) sont des priorités des gouvernements auxquels le PSD participe, en commençant par le gouvernement Năstase. Ces fonctions assumées pour l'État dans les discours et les décisions des représentants de PSD sont presque entièrement reprises en pratique dans les actions de gouvernement des cabinets Tăriceanu et Boc. Toutefois, les libéraux et les démocrates-libéraux, après 2008, critiquent ces mesures en tant que source de corruption et de gaspillage de l'État. Du point de vue de la récurrence du sujet, il est présent et positivement valorisé dans 11 sur 18 discours des représentants du PSD entre 2000 et 2009 et négativement présenté dans trois discours des libéraux et quatre discours des démocrates/démocrates-libéraux dans la même période. Néanmoins, la question principale pour le désaccord entre les partis politiques sur l'État providence est la politique fiscale. Le sujet ne devient pas saillant qu'en 2004, quand il est présent dans tous les discours du débat. Pour les sociaux-démocrates, la décision sur l'impôt à taux unique n'est qu'une idée libérale avec des graves conséquences au niveau du revenu et de la capacité de l'État et au niveau social. Néanmoins, quand il participe au gouvernement ou quand il a la capacité d'imposer sa plateforme le PSD ne pousse pas pour la réintroduction de l'impôt progressif.

Conclusion

Nous avons commencé notre recherche avec l'hypothèse que les élites politiques postcommunistes ont joué le rôle de sélection des choix des politiques possibles et d'emprunt des modèles disponibles. Pourtant, la recherche nous amène à la conclusion que le discours et les décisions des représentants des partis politiques sont déterminantes pour les décisions politiques et que le rôle des élites est subsumé au rôle des partis. D'une manière générale, il est possible d'observer une constance du discours idéologique des partis politiques roumains, une correspondance entre la famille politique des partis, leurs discours dans des moments symboliques clés de la vie politique et les électors des partis.

Au fil des années '90, jusqu'en 1999, l'opposition discursive principale entre les partis roumains est l'opposition entre les maximalistes de la réforme – les avocats d'un retrait rapide et net de l'État de l'économie et de la société – et les minimalistes de la réforme – les avocats d'une transition graduelle des rôles

de l'État vers le marché. Ce clivage est pertinent, au niveau discursif, pour une période aussi longue parce que la transition même fut plus longue en Roumanie que dans les autres pays de l'Europe Centrale. Finalement, les minimalistes ont dominé, à la fois, le discours et les politiques gouvernementales.

L'exception notable de la constance du discours est le Parti Démocrate, devenu Parti Démocrate Libéral, qui change sa famille politique entre 2005 et 2006. De la sorte, le changement de la famille politique et de l'affiliation aux organisations internationales des partis déterminent un changement discursif. La cohérence interne est aussi renforcée par une corrélation assez forte entre l'affiliation politique internationale et européenne des partis et leurs discours.³⁰ Les discours des représentants du PSD deviennent plus réformistes et ils sont toujours inspirés par les pratiques et les discours européennes après l'adhésion du PSD à l'Internationale Socialiste en 2003 et au Parti socialiste européen en 2005. Le Parti Démocrate (puis Parti Démocrate Libérale) change son affiliation internationale en 2005-2006 et sa rhétorique en 2007 est fondamentalement changée. Cette conclusion sur le rôle des partis politiques dans la définition et l'adoption des politiques publiques qui transforment l'État infirme l'hypothèse d'une dépolitisation de la prise de décision gouvernementale.

Plus loin, pour confirmer, au moins partiellement, notre hypothèse que les élites sélectionnent des politiques et décident sur d'emprunt des modèles, nous devons examiner leurs débats sur ces choix possible et sur les modèles internationaux. Plusieurs options de réforme ne sont pas débattues et ces politiques semblent directement déterminées par les recommandations des institutions internationales. De l'autre côté, le retard de certaines libéralisations dans l'économie et notamment de la privatisation met en avant un processus politique plus complexe. Même si les discours sont souvent congruents, guidés par le discours officiel de l'Union européenne³¹, les actions de tous les gouvernements furent inconsistantes et fortement influencées par les stratégies politiques du moment et les intérêts particuliers. Les travaux d'analyse sur la privatisation montrent ces processus politiques complexes, où les facteurs politiques internes, les conditionnalités européennes, les intérêts des élites, la société civile participent aux réformes en retard.

³⁰ Cristian Preda, *Partide și alegeri în România postcomunistă: 1989-2004*, Nemira, București, 2005, pp. 109-111. Ramona Coman, *Européanisation et coopération paneuropéenne des partis politiques. Une perspective roumaine*, Ed. Universității din București, Bucarest, 2005, pp. 132-135. Sorina Soare, „Le rôle de l'Internationale Socialiste et du Parti des Socialistes Européens dans l'investiture démocratique des sociaux-démocrates roumains”, in *Studia Politica*, Vol. 2, no. 4, 2002, pp. 1193-1214.

³¹ Commission Européenne, *Rapports réguliers de la Commission sur le progrès accompli par la Roumanie sur la voie de l'adhésion*, 1997-2006, http://ec.europa.eu/enlargement/archives/romania/key_documents_en.htm. et *Rapports de la Commission sur les progrès réalisés par la Roumanie au titre du mécanisme de coopération et de vérification*, 2007-2010, http://ec.europa.eu/cvm/progress_reports_en.htm. [Consulté le 13.02.2013].